

Crise de l'État ou crise du capitalisme

Bernard Élie
Université du Québec à Montréal

L'État serait en crise financière, voilà un diagnostic grave, sommes-nous en faillite? Cette analyse est faite par les économistes libéraux et les organisations patronales; le remède c'est l'austérité; « rationalisation de la gestion et réduction des dépenses de l'État », comme s'il s'agissait d'une entreprise comme les autres, l'État doit faire une pause. Rester à ce premier niveau d'analyse comptable, c'est s'empêcher de voir le pourquoi de cette prescription faite par les médecins économistes¹ et surtout d'envisager de nouvelles pistes de sortie de crise. Si le rôle de l'État est ainsi remis en cause, c'est peut-être que le « contrat social » mis sur pied depuis la guerre et dont l'État était le garant, constitue maintenant une entrave pour le capital, lui-même en crise.

La crise financière de l'État n'est pas uniquement une opération technique que quelques ajustements permettraient de résoudre. Les difficultés du gouvernement du Québec et l'énorme déficit du fédéral ne sont pas seulement des « hiatus » temporaires que de saines mesures d'austérité feront disparaître. Ce qui est remarquable ici, ce n'est pas tant l'ampleur des

1. Milton Friedman est particulièrement friand des parallèles entre la médecine et l'économie.